Aline Helg, Plus jamais esclaves ! de l'insoumission à la révolte, le grand récit d'une émancipation (1492-1838), Paris, La Découverte, 2016, 422 pp. , ISBN : 9782707188656

Emmanuel Blanchard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/1727>
DOI : 10.4000/chs.1727
ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2017
Pagination : 422
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Emmanuel Blanchard, « Aline Helg, Plus jamais esclaves ! de l'insoumission à la révolte, le grand récit d'une émancipation (1492-1838), Paris, La Découverte, 2016, 422 pp. , ISBN : 9782707188656 », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 21, n°1 | 2017, mis en ligne le 02 mai 2018, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1727> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1727>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Droz

Aline Helg, Plus jamais esclaves ! de l'insoumission à la révolte, le grand récit d'une émancipation (1492-1838), Paris, La Découverte, 2016, 422 pp. , ISBN : 9782707188656

Emmanuel Blanchard

RÉFÉRENCE

Aline Helg, Plus jamais esclaves ! de l'insoumission à la révolte, le grand récit d'une émancipation (1492-1838), Paris, La Découverte, 2016, 422 pp. , ISBN : 9782707188656

- 1 L'historiographie des abolitions de l'esclavage dans les Amériques est passée depuis deux décennies de l'accent placé sur les affranchissements (donc d'une focale mise sur les sociétés esclavagistes et les mouvements abolitionnistes en Europe et aux Etats-Unis) à celui posé sur l'émancipation, avec un regard porté sur les contributions des esclaves à leur propre libération. Ces capacités d'agir et cette histoire des esclaves, et non plus seulement de l'esclavage et de la traite, ont particulièrement été rendus accessibles à un large public par les travaux de Marcus Rediker, récemment traduits en français¹ et non mentionnés dans la riche bibliographie (26 p.) du nouvel ouvrage de l'historienne suisse Aline Helg.
- 2 Cette omission n'est vraisemblablement pas un oubli mais tient sans doute au projet historiographique de l'auteure. Elle affirme en effet sa volonté de rompre avec « l'idéalisation de l'esclave révolté, voire révolutionnaire, tendant à privilégier le combat des hommes au dépens de celui des femmes et à sous-estimer les formes de lutte et de résistance moins manifestes grâce auxquelles l'immense majorité des esclaves avaient survécu et une minorité d'entre eux, dont de nombreuses femmes,

s'étaient libérées » (p.23). La professeure à l'Université de Genève consacre certes deux chapitres sur dix à la révolution haïtienne et à ses « ondes de choc » (restituant au passage toute l'ambiguïté de l'action et des positions de Toussaint Louverture) et en propose un troisième, très éclairant, sur quelques révoltes majeures (Saint-John en 1733, Veracruz en 1735, la Jamaïque et Berbice au début des années 1760). Elle souhaite cependant avant tout insister sur le fait que la conspiration et la révolte furent « des stratégies exceptionnelles » (p.416), avant tout parce que la structure des opportunités et le coût du passage à l'acte les rendaient hautement improbables (voir *infra*). « Dans les faits » précise Aline Helg « "l'insolence des esclaves" se concrétisa rarement par des actes violents, au contraire de ce que laissaient supposer les craintes des esclavagistes » (p.147). Ainsi, une histoire mettant l'accent mis sur les révoltes violentes prolongerait la véritable crainte obsidionale d'un soulèvement des esclaves qui était au cœur de la culture politique des colons. Cette peur contribua à faire exister le mythe de l'avènement d'un « royaume noir » – récit colporté par nombre d'esclaves – qui adviendrait aux termes du massacre généralisé des populations blanches. Cette angoisse se matérialisa notamment dans des textes de droit : ainsi, « en 1686, l'Assemblée de la Jamaïque approuva un décret stipulant que, pour un ou des esclaves, « imaginer la mort d'une personne blanche était un crime passible de la peine de mort » ; dans les colonies britanniques, les codes noirs interprétèrent les crimes de « petite trahison » (désignant en Grande-Bretagne, par exemple, le meurtre d'un mari par sa femme ou celui d'un maître par son domestique) comme le meurtre de tout blanc par un noir, crime devant toujours être puni de la peine de mort (pp. 114-115). Au-delà de l'application de ces textes, l'historien et ardent défenseur de la traite Bryan Edwards notait dès 1793 que « dans les pays où l'esclavage est établi, le principe fondamental sur lequel le gouvernement se maintient est la peur : c'est-à-dire un sentiment de cette nécessité absolue de coercition, ne laissant aucun choix d'action, qui remplace et annule toutes les questions de droit » (cité p. 256). Aline Helg montre dans des pages très documentées comment ce gouvernement par la peur fut mis en œuvre dans une « orgie de feu, de sang et de tortures » qui s'abattait sur les esclaves osant défier collectivement l'ordre « plantocratique ». Ainsi, alors que l'abolition de la traite avait été proclamée par la Grande-Bretagne (1807) puis la France (1831), en une époque où les châtiments corporels tendaient à s'effacer en Europe, la rébellion baptiste de 1831-1832 à la Jamaïque fut encore réprimée par plus de 300 exécutions « légales » (et plusieurs centaines « extra-légales »), des expositions corporelles de pendus et de décapités, plus de 600 condamnations (hommes et femmes confondus) à des peines de 50 à 500 coups de fouet (p.359). Un siècle auparavant, ce type de peines et de châtiments pouvait même être appliqué pour de simples suspicions de soulèvement n'ayant pas connu le moindre début de mise en œuvre. Lors de la « conspiration d'Antigua » (1736), la justice s'incarna dans des décapitations, écartèlements, crémations, expositions des corps des leaders supposés. Au moins une soixantaine furent ainsi exécutés alors même que l'assemblée locale « devait indemniser les pertes imposées aux propriétaires » et dut pour ce faire contracter un emprunt » (p.134).

- 3 Les « coûts » d'une répression si féroce limitèrent parfois l'hybris des colons mais le prix à payer pour les esclaves insoumis était tel que les voies de la révolte ne furent généralement pas celles poursuivies par celles et ceux voulant améliorer leur condition personnelle. Aline Helg restitue ainsi différentes stratégies, en particulier le marronnage, l'achat de la liberté (avec de très belles pages sur les luttes pour le droit à un travail « pour soi » permettant d'obtenir au bout de très nombreuses années une

manumission parfois étendue aux descendants) et l'engagement militaire. Ce dernier notamment était lié à des conditions historiques de division au sein du monde des colons. Ce dernier était scruté par des esclaves attentifs non seulement aux rapports de force locaux mais aussi aux évolutions politiques et législatives dans les métropoles ainsi qu'aux équilibres entre puissances. Cette circulation des informations et les manières dont elles purent être saisies firent de centaines de milliers d'esclaves d'authentiques acteurs du processus d'indépendances des États-Unis (chap. 5) ou des guerres d'indépendance de l'Amérique ibérique. Au-delà de la participation aux combats, ces situations de belligérance multipliaient les possibilités de prise de parole afin de négocier ou faire valoir un engagement. *Plus jamais esclaves !* restitue un très riche répertoire d'action allant des pétitions individuelles ou collectives aux rassemblements, en passant par l'arrêt de travail ou le dépôt de plainte. Au tournant des 18^e puis 19^e siècles, les délégations d'« esclaves royaux » de Cuba envoyés à Madrid pour rappeler le roi d'Espagne à ses devoirs sont les exemples les plus frappants de ces capacités d'organisation fondés sur une ténacité et une pugnacité particulièrement remarquables (p.97).

- 4 L'ensemble de l'ouvrage relève de la synthèse (quelques sources imprimées sont cependant citées) de grande envergure d'une bibliographie en quatre langues (anglais, français, espagnol, portugais). Cet « inventaire analytique et critique » (p.363) se lit agréablement et enrichira considérablement les connaissances des non-spécialistes (tel l'auteur de ce compte rendu) intéressés par ces questions. En fonction de leurs centres d'intérêts, ils relèveront cependant des absences surprenantes : ainsi, pour la bibliographie en langue française, celles, par exemple, de Marcel Dorigny (sur l'abolitionnisme dans les colonies françaises et la révolution haïtienne) ou Jean-François Niort (sur le Code noir et son application) ne manqueront pas d'être relevées. Il ne s'agit pas de faire preuve de pointillisme mais de mettre en évidence que si l'ouvrage est particulièrement clair dans l'exposition de sa thèse centrale, il ne permet pas au lecteur de pleinement situer le cadre des controverses historiographiques et mémorielles qui traversent ce domaine d'étude. Pour ne citer qu'un exemple, l'auteure rappelle à plusieurs reprises que les esclaves étaient considérés comme des « biens meubles » ou des « choses meubles » (p.103). Elle suggère bien que leur « humanité » (notamment au travers du baptême, du mariage ou de l'affranchissement) pouvait aussi être prise en compte dans textes de droit et des pratiques coutumières, mais sans jamais insister sur ce paradoxe ni l'éclairer par les débats historiographiques actuels autour de la « commodification » des esclaves². Ces limites à la déshumanisation juridique, aussi ténues furent-elles en certains contextes, ouvrirent pourtant un riche répertoire d'actions juridictionnelles et politiques qui est justement au cœur des capacités d'agir qu'Aligne Helg parvient à faire partager à ses lecteurs.

NOTES

1. Marcus Rediker, *Les révoltés de l'Amistad. Une odyssée atlantique (1839-1842)*, Paris, Seuil, 2015 [2012]; *id.*, *À bord du négrier. Une histoire atlantique de la traite*, Paris, Seuil, 2013 [2007].

2. Pour une mise au point récente, voir par exemple Nicholas T. Rinehart, « The Man That Was a Thing: Reconsidering Human Commodification in Slavery », *Journal of Social History*, 2016, 50, 1, pp.28-50.

AUTEURS

EMMANUEL BLANCHARD

Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (CNRS-Université Panthéon Sorbonne) -
blanchard@cesdip.fr